

# L'agriculture, un thème majeur de la Cop27

L'agriculture est pour la première fois un enjeu important de la réunion de la Cop27 qui se tient à Charm-el-Cheikh, en Égypte, depuis le 6 et jusqu'au vendredi 18 novembre.

« On parle beaucoup plus d'agriculture qu'avant, mais cela pourrait être risqué. » Comme le détaille Marion Cosquer, analyste plaidoyer chez Action contre la faim, et observatrice à Sharm-el-Sheikh pour le réseau Action Climat, la liste des événements liés à l'agriculture est plus longue que pour les autres Cop : réunion de haut niveau le 7 novembre autour de la sécurité alimentaire, journée thématique organisée par la présidence égyptienne le 12 novembre, plusieurs événements dans deux pavillons dédiés aux thématiques agroalimentaires. Auxquels s'ajoutent de nombreux rendez-vous visant à conclure le dialogue dit « de Koronivia ».

C'est bien ce processus, entamé en 2017, qui représente l'enjeu agricole majeur à Charm-el-Cheikh. Durant cinq ans, États et parties prenantes ont travaillé sur plusieurs chantiers thématiques, dont l'élevage, le carbone, ou l'évaluation de l'adaptation.

Sur la base de leurs conclusions, l'objectif des discussions en Égypte sera d'« élaborer un nouveau cadre institutionnel » pour les négociations autour de l'agriculture et du climat, comme le résume Marie Hrabanski, chercheuse au Cirad. Car pour l'heure, aucun organe du secrétariat de la Convention des Nations unies sur le climat (CNUCC) ne dispose de mandat clair pour s'occuper des sujets agricoles.

Pour faciliter le débat, un brouillon d'une déclaration sur Koronivia a été publié mercredi. Ce texte donne un rôle central aux agriculteurs en les définissant comme les « gardiens de la terre ». En matière d'élevage, le document met en valeur les systèmes herbagers et le stock de carbone associé, en saluant leur rôle pour « atteindre les objectifs climatiques de long terme ». Le texte estime aussi que « l'utilisation optimisée des nutriments, dont les engrais organi-



Pendant cinq ans, les États ont travaillé sur les chantiers thématiques, dont l'élevage, le carbone, ou l'évaluation de l'adaptation qui sont évoqués en ce moment à la Cop27.

PHOTO : AFP

ques et une gestion améliorée des déjections, seront au cœur de l'agriculture résiliente ».

## L'agroécologie absente

Une autre note de travail, rédigée par le secrétariat de la Convention des Nations unies sur le climat (CNUCC) évoque de son côté trois « fronts » pour avancer vers des systèmes durables. Il s'agit pour les auteurs d'augmenter la productivité en améliorant la préparation aux crises, réduire le gaspillage alimentaire, et revoir la consommation notamment en « abaissant la consommation de viande », et en allant vers des variétés végétales « plus locales ».

Pour les ONG, ces deux premiers documents semblent plutôt s'inspirer

de l'approche technologique prônée par les grands exportateurs agricoles, comme les États-Unis ou le Brésil.

Ce brouillon de déclaration sur Koronivia souligne, par exemple, que la protection du carbone ou de la santé des sols doivent être envisagés de manière à permettre « d'accroître la productivité », en misant sur la technologie et l'innovation. « Alors même que de nombreuses associations et organisation paysannes mettent l'agroécologie en œuvre sur le terrain, trop d'États refusent d'inscrire cette notion dans les textes de Cop », regrette Marion Cosquer.

L'Union européenne, et en particulier la France, serait plutôt en accord avec les ONG sur ce point, en défendant l'agroécologie dans la plupart

des réunions. L'Élysée ne prévoit cependant pas d'insister particulièrement sur l'agriculture à la Cop.

Une réunion dédiée au carbone est bien prévue au pavillon français, mais elle concernera l'ensemble des secteurs, notamment la forêt. Le cabinet d'Emmanuel Macron espère lever « les verrous concrets observés sur le terrain » sur la préservation de la forêt, en construisant « des plans de protection avec les pays ».

Des annonces françaises sont également attendues sur la Grande muraille verte au Sahel, un projet visant à développer la production locale en luttant contre le changement climatique.

Ivan LOGVENOFF  
et Juliette GUÉRIT.